



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !



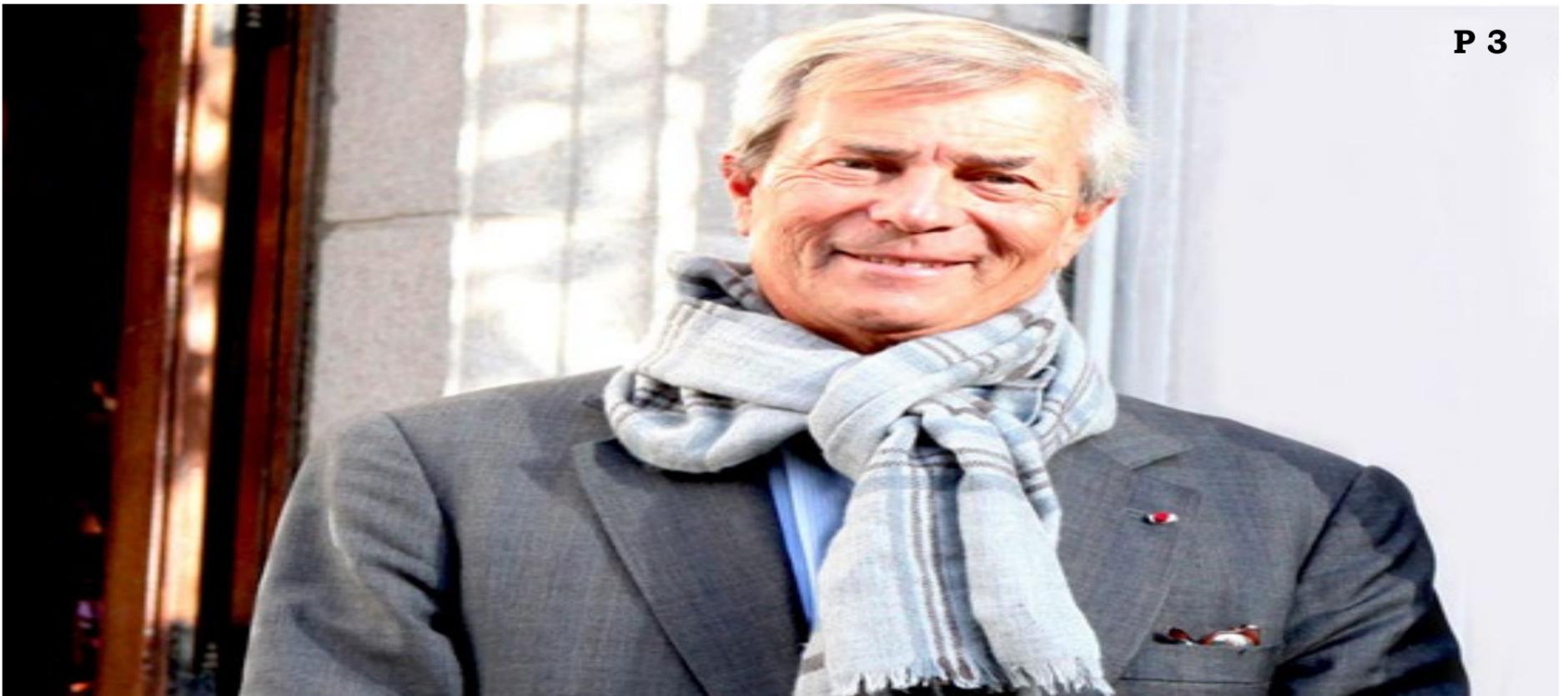
ECO CHALLENGE



Bimensuel Togolais d'Informations et d'Analyses Economiques N° 18 du 07 Mai 2018

Prix : Togo : 250 F CFA , Zone CFA : 300 F Europe et Autres 1 €

Affaire Bolloré



P 3

La justice française se préoccupe-t-elle du développement de l'Afrique ?



Crépuscule des démocrates

Opposition togolaise que dis-tu de l'économie de ton pays?

P 6



Attribution de 20% des marchés publics aux jeunes et aux femmes

Plus de 36 milliards annoncés pour cette année

P 2

Développement socio-économique P 2
Le gouvernement aux petits soins des communautés vulnérables

Développement socio-économique

Le gouvernement aux petits soins des communautés vulnérables



Le 06 février 2018, son Excellence Faure Es sozimna GNASSINGBE lançait, dans la préfec-

ture de Doufelgou, à environ 450 km au Nord de Lomé, deux nouveaux projets sociaux. Il s'agissait du projet FSB entendu Filets sociaux et Services de Base et le projet OEJV à savoir Opportunités d'Emplois pour les Jeunes Vulnérables.

Ces deux projets soutenus par la Banque mondiale et l'Etat togolais à hauteur de 44 millions de Dollars soit 26,5 milliards de francs CFA sont en phase de réalisation. Le processus de sélection a débuté

en fin de semaine dernière à Tsévié (35km de Lomé) en présence du ministre de la Planification et du Développement Kossi Assimaïdou. Cette phase de sélection couvrira tout le mois de mai. 650 communautés sur un total 2.499 identifiées dans 150 cantons soit 31 préfectures pourront bénéficier des Filets sociaux et services de base et des 'Opportunités d'emplois pour les jeunes vulnérables'. Pour le

ministre Assimaïdou la volonté du gouvernement est « de répondre à la nécessité de réduction des inégalités de développement dans le pays » Les deux projets permettront de fournir des opportunités d'emplois et de revenus à 14.000 jeunes et d'assurer à 40.000 ménages et à 200 communautés pauvres, un meilleur accès aux infrastructures socio-économiques de base.

Wallace Pisani

Attribution de 20% des marchés publics aux jeunes et aux femmes

Un potentiel de plus de 36 milliards annoncés pour cette année

Dans son message adressé à la Nation à l'occasion du 58e anniversaire de l'indépendance du Togo, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a mis un accent sur l'octroi de 20% des marchés aux jeunes et aux femmes sur toute l'étendue du territoire. Près de 2.000 jeunes se sont déjà inscrits pour bénéficier de cette offre. Il a félicité ces pionniers qui, parmi les premiers inscrits, ont passé avec succès les étapes de soumissions à des marchés publics. « Ces pionniers doivent maintenant être suivis par de nombreux autres jeunes, car le potentiel est grand au vu des montants annoncés », a-t-il indiqué. Cette année, les montants an-

noncés par les autorités contractantes s'élèvent à plus de 36 milliards de FCFA.

L'attribution de 20% des marchés aux jeunes et aux femmes sur toute l'étendue du territoire est une initiative annoncée par le président Faure au cours de son discours de vœux à la Nation en début de cette année. L'objectif est d'encourager l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes en facilitant leurs accès au monde des affaires. Il est aussi question de réduire le chômage au sein de ces couches.

Depuis le début de cette année, plusieurs actions ont été menées pour une réussite parfaite de l'initiative présidentielle. Le



ministre de l'économie et des finances a publié une circulaire dans laquelle il a invité toutes les autorités contractantes à faire parvenir à la Direction Nationale du Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) la liste des marchés publics à passer cette année et pour lesquels les jeunes et les femmes entrepreneurs peuvent être consultés sur la base de procédures simplifiées. Dans cette perspective, toutes les administrations et les sociétés d'Etat ont envoyé la liste des marchés réservés aux jeunes et femmes entrepreneurs. Les mesures prises en leur

faveur concernent les marchés de fourniture, de service d'entretiens, courants, de travaux et de prestations intellectuelles. En ce qui concerne les marchés de prestations intellectuelles, la possession d'un diplôme dans le domaine spécifique et la présentation d'un personnel qualifié sont exigés.

Trois guichets uniques opérationnels sont ouverts à Lomé, Atakpamé et Kara pour l'enregistrement des jeunes et des femmes entrepreneurs. Le site internet www.fpj.tg est aussi conçu pour permettre aux bénéficiaires d'avoir un bon contact avec l'autorité

compétente.

Des actions de sensibilisation sont menées à l'endroit de différents acteurs de la chaîne de mise en œuvre de cette initiative. D'ailleurs, plusieurs jeunes entrepreneurs se dirigent déjà vers le guichet unique créé pour la circonstance. « Le mécanisme continuera d'être affiné à la pratique, en vue de résoudre les difficultés relevées et d'en optimiser les résultats », a rassuré Faure Gnassingbé qui met tout en œuvre pour la réussite de cette initiative en phase avec son mandat social.

Hub LONDOU



Récépissé : N°0514/02/02/15/HAAC du 02 février 2015
 Directeur de publication : Essodjelinam Konga WALLA
 Siège : Derrière EPP Kélégougan
 Tél : (00228) 90 23 12 16 / 98 12 66 42
 E-mail : eco.challenge95@yahoo.ca
 S/C casier : N° 087 13BP :152 Lomé-Togo
 Comité de rédaction : Wallace Pisani, Hub Londou, Kat Biwizoube, Baza Tibona H. Dieudonné
 Chargé de la distribution : AWESSODDOU T. Abalo
 Tirage : 3000 Exemplaires
 Imprimerie : La colombe

Affaire Bolloré

La justice française se préoccupe-t-elle du développement de l'Afrique ?



tice française dans cette affaire, c'est la nomination de Patrick Kodjovi Senam, demi-frère du chef de l'Etat Faure Gnassingbé à la direction de Havas Média Togo en juillet 2011.

Bolloré et la réal politique : Vincent Bolloré est un maître en relationnel et il s'en défend. Pour cela, il met en avant « les centaines de millions d'euros dans les opérations portuaires obtenues à l'occasion d'appels d'offres internationaux ».

Il ne cache pas son amitié avec Faure Gnassingbé, le président togolais. L'homme d'affaire est un fin praticien de la réal politique. Il sait s'assurer une assise politique pour assurer la pérennité de ses investissements. Ainsi, parvient-il à passer de sa position de soutien inconditionnel de Laurent Gbagbo pour qui il plaide auprès de son ami Nicolas Sarkozy lors de la crise ivoirienne en 2010, avant d'épouser parfaitement la cause du vainqueur et renforcer ainsi ses positions dans l'exploitation du premier terminal du port d'Abidjan. Mieux, le groupement APM Terminals-Bolloré-Bouygues Travaux Publics a obtenu depuis, la construction d'un deuxième terminal permettant d'accueillir les plus grands porte-conteneurs et lui assurant ainsi une place de leader sur le continent.

Parlera-t-on de corruption dans ce cas ?

Les pratiques « peu orthodoxes » de Bolloré n'ont d'ailleurs jamais déplu aux autorités françaises qui le considèrent comme un bras diplomatique de la France sur le continent. Ce ne sont pas les autorités françaises qui diront le contraire. De père en fils, les Bolloré se sont toujours montrés comme « ami du président ». Michel Bolloré, le père et riche in-

dustriel partageait des parties de pêche à la crevette avec Georges Pompidou. Vincent a su s'allier les faveurs de la droite et de la gauche française. Sarkozy, Hollande... Il aime se définir comme un patriote industriel français.

Avec le nouveau président, les bonnes relations s'inscrivent dans une continuité quasi républicaine. Ministre de l'économie à l'époque, Emmanuel Macron a fait le pèlerinage sur le site industriel d'Ergué-Gabéric. Mais changement de génération oblige, c'est surtout Yannick Bolloré, le fils aîné, nouveau président du conseil de surveillance de Vivendi qui affiche sa proximité avec le Chef de l'Etat.

Dans cette affaire, il est de plus en plus difficile d'établir la frontière entre la corruption dont est accusé l'homme d'affaires français et ce que les milieux politiques, diplomatiques et économiques internationaux appellent « Lobbying ». Interrogé sur cette affaire, le vendredi 04 mai 2018 sur la radio Victoire Fm, le ministre togolais de la fonction publique, Gilbert Bawara a qualifié d'insulte à l'intelligence et à la sagesse des populations africaines, le fait de penser que les conseils d'un groupe de Communication puissent garantir l'élection d'un président africain.

La proximité de Vincent Bolloré avec une grande partie des présidents africains n'étant un secret pour personne, il est raisonnable de se demander pourquoi maintenant ?

Quand les éléphants se battent...

La mise en examen de Vincent Bolloré n'est pas sans rappeler celle de Nicolas Sarkozy il y a peu. Et on ne peut s'empêcher d'établir le parallèle quand on connaît l'amitié qui lie les deux hommes, président et homme d'affaires.

Sans aucune preuve, cette théorie n'est pour le moment pas à l'ordre du jour. Mais on sait, comme disait Charles de Gaulles, que la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts. Une interrogation demeure. Quel intérêt pour l'Afrique dans cette enquête ? Quel impact en termes de développement du continent ?

On peut reprocher au groupe Bolloré ses ambitions monopolistiques dans le secteur portuaire du continent mais c'est de bonne guerre. En plus, les investissements du groupe ne peuvent être occultés.

Pour l'heure, le Togo et la Guinée sont confiants. Alpha Condé, le président guinéen, a annoncé qu'il allait déposer une plainte devant la justice française pour des allégations de corruption dans l'enquête sur les activités en Afrique du groupe Bolloré. Il accueille favorablement la proposition de l'opposition guinéenne d'ouvrir une enquête parlementaire dans cette affaire. « Cette enquête parlementaire, si elle a lieu, va clarifier les choses. C'est une très bonne chose », a estimé le président guinéen.

Du côté de Lomé, Gilbert Bawara, a déclaré au micro de Victoire Fm que le Togo n'avait « à prendre aucun engagement particulier. Nous n'avons pas à donner une assurance quelconque parce que nous ne nous sentons pas concernés. Mais si dans la poursuite de la procédure judiciaire l'Etat togolais était requis pour fournir une information ou quelque élément que ce soit, soyez rassurés, nous le ferons volontiers, sans aucun problème ».

Dans ce feuilleton qui ne fait que commencer, il est à craindre que l'Afrique ne paye, encore une fois et une fois de trop, le tribut d'une guerre d'éléphants.

BIWIZOUBE

L'affaire fait grand bruit en France et est l'objet de la Une des médias en Afrique. Vincent Bolloré, la 7ème fortune de France, l'homme d'affaire qui a bâti un véritable empire en Afrique est suspecté par la justice française de corruption pour l'obtention de concessions portuaires à Conakry et à Lomé. A l'issue de 2 jours de garde à vue, il a été mis en examen fin avril. Les soupçons ne sont pas des moindres : « corruption d'agent public étranger », « complicité d'abus de confiance » et « faux et usage de faux ». En clair, la justice française soupçonne des dirigeants de Bolloré d'avoir utilisé le groupe de communication Havas, filiale du groupe Bolloré, pour faciliter l'accession au pouvoir de dirigeants africains et obtenir en contrepartie des concessions portuaires.

Des conseils de Havas aux concessions portuaires : Corruption ou lobbying ?

La mise en examen de Vincent Bolloré et deux de ses collaborateurs, Jean-Philippe Dorent, directeur du pôle international de l'agence Havas, et Gilles Alix, DG du groupe Bolloré, se base sur les soupçons d'avoir sous-facturé les services de l'agence de communication Havas Worldwide

auprès du président togolais Faure Gnassingbé et du guinéen Alpha Kondé. Dans le cas du Togo, les conseils de Havas Média, estimés à 800.000 euros, auraient pourtant été facturés seulement 100.000 euros sur « instruction données par Vincent Bolloré et Giles Alix ». En échange, Faure Gnassingbé leur aurait accordé la concession du terminal à conteneurs, géré jusqu'alors par Progosa.

L'histoire : Au Togo, Bolloré Africa Logistics, la filiale logistique du groupe est présente depuis 2001, avant l'entrée de Havas dans le groupe et avant la prise de pouvoir de Faure Gnassingbé. Elle y gère notamment le terminal conventionnel du Port autonome de Lomé. En 2009, à la veille de la campagne qui allait aboutir à la réélection du président Faure Gnassingbé, elle obtenait, en sus, la gestion pour 35 ans du terminal à conteneurs (Togo Terminal). Le 24 mai 2010, deux mois après la victoire aux élections présidentielles de Faure Gnassingbé, un avenant au contrat de concession portuaire a été signé, « portant entre autres sur la construction d'un troisième quai » par Bolloré Africa Logistics. Autre élément qui fonde les soupçons de la jus-

Appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest

Le Togo parmi les 4 pays bénéficiaires du projet

La cérémonie de lancement du Projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest (PATAE) a eu lieu le 27 avril dernier à Abuja au Nigeria. Ce projet vise à accompagner la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest à travers le financement de projets de terrain soutenant l'intensification agro-écologique et les échanges d'expériences, afin de contribuer à l'élaboration de politiques publiques dans le secteur. Evalué à 8 millions d'euros, ce projet qui s'étale sur la période 2018-2021 couvre actuellement la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal ainsi que le Togo.

Dans le contexte ac-

tuel de changement et de variabilité climatiques, le PATAE est un moyen pour pays ouest-africains de relever le défi de la résilience face à l'insécurité alimentaire et aux déficiences nutritionnelles qui affectent les ménages pauvres. En effet, ce projet va stimuler le développement de pratiques innovantes qui optimisent la mobilisation des processus écologiques dans le domaine de la production agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, notamment dans les zones affectées par la dégradation des terres agricoles, les problèmes de pluviométrie et la dégradation des ressources



naturelles.

Pour le commissaire de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en eau de la Commission de la CEDEAO Sékou Sangaré, l'Afrique de l'Ouest doit produire plus et

mieux. Elle doit être productive et compétitive sur les plans du prix et de la qualité de ses productions. « En le réussissant, nous dépenserons moins de ressources pour importer, nous approvi-

sionnerons mieux nos marchés avec plus de produits de qualité à des prix acceptables, tout en préservant la santé des consommateurs», a-t-il fait savoir.

Hub LONDOU

ETRANGER : NIGERIA : visite d'affaire du président BUHARI aux USA

Le président du Nigeria Mohamadou BUHARI est le premier chef d'Etat africain reçu à la maison blanche depuis l'élection de Donald TRUMP. Au cours de cette visite, le président Buhari a sollicité l'aide des USA pour développer son agriculture afin de réduire la dépendance vis-à-vis de la manne pétrolière. Le président de l'Etat le plus peuplé d'Afrique (200 millions d'âmes) est conscient que les réserves pétrolières ne sont pas illimitées. Seul le développement de l'agriculture peut permettre de construire une économie stable et solide. Mais le président Buhari sait que le développement économique et social

de son grand pays n'est possible que s'il y a un climat de paix et de réussite à l'intérieur de ses frontières. En effet, la nébuleuse organisation terroriste qui s'appelle BOKO HARAM, et qui visiblement bénéficie de soutiens obscurs extérieurs, met à mal les efforts de l'Etat pour développer le Nord-Est du pays, théâtre d'attentats récurrents. Afin de combattre efficacement ce monstre hideux qui s'est donné pour objectif de détruire le Nigeria, Mohamadou Buhari a sollicité et obtenu du locataire de la maison blanche la livraison d'appareils militaires de combat et surtout d'appareils espions afin de localiser les sites d'entraî-

nement de ces hors-la-loi qui se cachent dans cette fameuse forêt Sambissa (territoire de 54 mille km carré, grand comme le Togo).

Quelle retombée de cette visite pour l'Afrique de l'ouest ?

La visite du président Buhari est d'abord et avant tout pour les intérêts du Nigeria. Mais le Nigeria n'est pas un pe-

tit pays. Tout ce qui touche le Nigeria regarde la CEDEAO. En effet, le puissant Nigeria est le poids lourd de la CEDEAO. Il contribue pour 75% de son budget. Si les questions de sécurité viennent à contraindre le Nigeria à réduire sa contribution, c'est beaucoup de programmes et projets communautaires qui prendront un sévère coup. Aujourd'hui, on

ne peut pas imaginer la CEDEAO sans le Nigeria. La Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest représente un vaste marché de 350 millions d'habitants et le Nigeria seul en compte 200 millions ; les 14 autres Etats représentent 150 millions, ce qui montre à suffisance l'importance de ce pays dans le destin de la CEDEAO.

H. Dieu Donné

ESMC ENTREPRISE SOCIALE DE MARCHE COMMUN

OUTIL DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Achat de Comptes Marchands et de Bons de Consommation pour Soi et pour Tiers

La tribune de Vincent Bolloré

Proche du moment où je vais tirer ma révérence après bientôt quarante ans à la présidence du groupe dont je porte le nom – et qui va bientôt fêter son bicentenaire –, je m'interroge sérieusement : faut-il abandonner l'Afrique ? C'est la question que je me pose après deux jours d'interrogatoires à l'occasion d'une garde à vue conclue par une mise en examen. Non pas à cause des conditions de ces deux pénibles jours ; même si le système inquisitorial est extravagant – présence d'un avocat qui n'a pas le droit de parler, découverte de documents ou de témoignages dont vous n'avez pu avoir connaissance au préalable, les gens rencontrés ont été loyaux, professionnels et courtois.

C'est à cause du fond : depuis environ trente ans, notre groupe a cru au développement de l'Afrique et y a investi patiemment près de 4 milliards d'euros et a contribué à y créer énormément d'emplois : quelque 30.000 familles vivent du travail de nos entreprises. Nous y avons développé notamment un maillage fiable de logistique permettant aux marchandises de circuler à l'intérieur

des pays et vers l'international. Lorsque j'ai eu la chance de présider de nouvelles entreprises comme Havas ou Vivendi, je les ai exhortées elles aussi à investir plus vers ce continent d'avenir.

Mais en raison de campagnes véhiculant des informations fausses ou malveillantes, ce continent, qui sera bientôt riche de 2 milliards d'habitants, qui est aux portes de notre Europe et qui se développe – heureusement – beaucoup plus vite que le nôtre, est appréhendé comme une terre de non-gouvernance, voire de corruption. On y imagine des chefs d'État décidant seuls d'accorder des contrats mirobolants à des financiers peu scrupuleux...

Je ne souhaite pas commenter des faits examinés par la justice et qui vont désormais être analysés et plaidés à décharge, mais comment imaginer que des dépenses de communication de quelques centaines de milliers d'euros comptabilisées en toute transparence avec un groupe de communication de taille et de réputation mondiale aient déterminé des investissements de centaines de millions d'euros pour des opérations portuaires où l'exigence

technique est considérable, et obtenu à l'occasion d'appels d'offres internationaux... en outre réalisés dans un cas, deux ans, dans l'autre, neuf ans avant les élections de personnalités présumées corrompues ?

En cent quatre-vingt-seize ans, notre groupe a traversé avec succès des révolutions, deux guerres mondiales, des ruptures technologiques. Ses équipes sont sa force mais elles doivent, pour créer de la valeur, être dirigées vers des eaux le moins hostiles possible.

Nous sommes présents dans différents métiers et sur tous les continents : en Europe, en Amérique, en Asie, nous développons des technologies de pointe dans des activités porteuses comme les films pour condensateurs, les bus électriques ou les bornes interactives ; l'Afrique représente environ 20 % de notre groupe.

Faut-il encore investir en Afrique ? Le développement de salles de cinéma que réalise Vivendi dans des pays qui n'en avaient plus depuis trente ans, le développement d'expériences d'électrification grâce aux technologies exceptionnelles de nos batteries, vont-ils être considérés comme des cadeaux

ayant une finalité corruptrice ? Toute embauche peut-elle être requalifiée comme un service rendu ?

Quand je vois la chasse aux sorcières organisée contre nos agissements dans des plantations qui ne nous ont jamais appartenu et où nous n'avons aucun employé... Qu'on y montre même dans un reportage un garçon présenté comme un de nos employés – ce qu'il n'est pas – et ayant 14 ans, qui, quelques mois après, présentera son état civil démontrant qu'il avait près de 18 ans... Et qu'aucune ligne ne sera écrite pour rétablir cette vérité... Je me demande vraiment : faut-il abandonner l'Afrique ?

Je pose cette question sans vouloir polémiquer. Mais c'est un sujet tellement sérieux ! Et j'ai réalisé au cours de ces derniers jours que ce que nous faisons en toute bonne foi depuis longtemps, vu à travers le prisme d'un continent africain considéré comme dirigé par des équipes sans foi ni loi, était le terreau d'une suspicion légitime.

Ce n'est pas, bien sûr, l'Afrique que je connais et qui, sous mes yeux, progresse formidablement depuis trente ans. On y croise des

personnes remarquables, formées aux meilleures écoles, informées parfaitement des technologies grâce au développement du téléphone portable, des milliers d'entrepreneurs.

Loin des clichés d'une Afrique misérabiliste, je vois les buildings, les réseaux informatiques se créer, le souhait d'une vigoureuse jeunesse pour dessiner un futur démocratique et serein. Arrêtons ce traitement inexact et condescendant des Africains. La France des Lumières qu'ils admiraient tant ne risque-t-elle pas de briser ce lien d'amitié par des procès en sorcellerie ou des inquisitions injustes et généralement disproportionnées, et par notre comportement vis-à-vis des autres pays parce qu'ils sont aujourd'hui moins puissants ? Je crois que, dans un avenir proche, la France aura plus besoin de l'Afrique que l'inverse. J'espère que la France des Lumières que j'aime va ouvrir les yeux sur l'Afrique que je connais.

Vincent Bolloré
Président directeur général du Groupe Bolloré

Comment atteindre les ODD ?



Le ministre togolais des affaires étrangères, Robert Dussey, participe du 5 au 8 mai à Cascais

(Portugal) au Global Meeting d'Horasis.

Cette réunion annuelle est l'un des principaux rendez-vous internationaux des dirigeants d'entreprises qui interagissent avec des hauts fonctionnaires et des leaders d'opinion.

La communauté Horasis est composée de plus de 400 leaders sélectionnés dans 70 pays. L'objectif est de recher-

cher des solutions aux défis les plus critiques auxquels les entreprises, les sociétés et les pays sont aujourd'hui confrontés.

Pendant 4 jours, les participants partagent des idées sur la façon d'inspirer conjointement l'avenir.

Robert Dussey a pris part samedi à la plénière dont le thème était : 'Tirer parti du dévelop-

pement durable'.

Les débats ont porté sur les Objectifs de développement durable (ODD). L'agenda est ambitieux, mais deux ans après le lancement par les Nations Unies, les choses ont-elles vraiment évolué, se sont interrogés les participants.

Republicoftogo

Crépuscule des démocrates

Opposition togolaise que dis-tu de l'économie de ton pays ?



Depuis les dérapages de la conférence nationale souveraine jusqu'à nos jours, les forces hostiles au pouvoir en place dans notre pays n'arrivent pas à parvenir à leur objectif : celui de prendre le pouvoir. A cette incapacité à parvenir au pouvoir, l'on lie plusieurs explications. La première c'est la résistance acharnée des tenants du pouvoir à toutes velléités, toutes initiatives qui risquent de leur faire perdre des privilèges. Et pour cela, ils sont prêts à tout pour protéger leurs intérêts. La deuxième et la plus déterminante, ce sont les tares de l'opposition elle-même. En effet l'opposition togolaise manque cruellement de vision, de stratégie. Lorsque l'on n'a pas les moyens, lorsqu'on n'a pas la force, si on est au moins intelligent, on doit s'unir. La somme des petits moyens peut donner une force redoutable. La lutte de l'opposition est jalonnée de calomnies, de trahison et d'esprit d'exclusion. Chaque jour que Dieu fait les observateurs de la vie politique au Togo s'aperçoivent que derrière le mot démocratie que clament inlassablement les responsables des partis politiques il faut entendre recherche du pouvoir. On veut le pouvoir pour jouir de ses délices comme ceux qu'on combat. Le sort du peuple n'est pas la préoccupation

principale. Comment pouvait-on ne pas s'entendre si la préoccupation de tout un chacun était le progrès et le bonheur du peuple ? Aujourd'hui, l'opposition se plaint urbi et orbi qu'une famille a fait plus de cinquante ans au pouvoir. A qui la faute ? Comment pensait-elle que le pouvoir leur soit offert sur un plateau en or ? De crise en crise on est parvenu au 26ème dialogue ; et c'est toujours le statu quo. La querelle des petits chefs a repris avec la même stratégie de marches inutiles, intempestives et contre productives. Pendant ce temps le pouvoir prépare allègrement les élections législatives en occupant le terrain abandonné par l'opposition. Conscient que s'il échoue aux législatives, la présidentielle de 2020 est perdue d'avance et soucieux de prouver à l'opinion internationale que ceux qui demandent le départ du président Faure ne représentent que l'ombre d'eux-mêmes, UNIR prépare méthodiquement les échéances futures. Des chantiers et ouvrages publics poussent çà et là dans les localités où il était ballotté aux dernières élections. Pendant ce temps l'opposition se divise, une partie apprête les listes de ses candidats (branche FABRE) et une autre proche du leader du PNP continue de naviguer dans

l'illusion qu'un jour les manifestations de rues vont contraindre Faure à la démission oubliant que FABRE et ses amis avaient battu le pavé de 2010 à 2015 sans succès.

Conséquences néfastes des marches intempestives sur l'économie

Les manifestations de contestation organisées depuis des mois par une opposition désordonnée et sans véritable leader impacte négativement le développement économique du pays car elles découragent les investisseurs étrangers désireux de faire des affaires dans notre pays à venir s'installer. Les opérateurs économiques fuient chaque jour le port de Lomé pour aller à Cotonou au Bénin ou Téma au Ghana. Les marcheurs savent-ils qu'ils violent l'article 8 de la loi fondamentale qui dispose que « les partis politiques et les regroupements de partis politiques ont le devoir de contribuer à l'éducation politique et civique des citoyens, à la consolidation de la démocratie et à la construction de l'unité nationale » ? L'affaiblissement de l'économie du pays augmente la misère, engendre la violence, instaure l'anarchie et cet état de fait, loin de renforcer la démocratie, la tue au contraire. Chacun doit se ressaisir pour éviter que notre pays ne sombre dans une situation de chaos ouvrant la porte à toute aventure.

H. Dieu Donné

Suspension de la consultation restreinte de la CEET

L'ARMP pour plus de transparence dans les procédures de passation des marchés publics au Togo



Le Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) a prononcé le 25 avril dernier la suspension de la consultation restreinte N° 011/DEP/PRMP/DG/CEET/2018 du 22 février 2018 de la Compagnie Energie Electrique du Togo relative à l'acquisition de véhicules 4X4 dans le cadre de l'appui institutionnel au projet PRISET.

La décision N° 022-2018/ARMP/CRD du 25 avril 2018 fait suite à la requête n° 386/18/AAM du 17 avril 2018 de la Société CFAO MOTORS SA introduite auprès du CRD pour non satisfaction après le rejet de son offre, en consultation restreinte, par la CEET. Cette décision du CRD ordonne donc la suspension de la procédure de consultation restreinte jusqu'au prononcé de la décision de ce comité sur le fond. Ceci prouve, une fois encore, que l'ARMP œuvre inlassablement pour plus de transparence dans les procédures de passation des marchés publics dans notre pays.

Wallace Pisani

Cours des devises

Cours des devises du vendredi 04 Mai 2018

Devise	Vente	Achat
Euro	655,957	655,957
Dollar us	551,750	544,750
Yen japonais	5,055	4,995
Livre sterling	747,000	740,000
Franc suisse	551,500	545,500
Dollar canadien	429,500	422,500
Yuan chinois	87,250	85,500
Dirham Emirats Arabes Unis	150,750	147,750

Cours des devises du vendredi 04 Mai 2018

Devise	CFA
Euro	655,9570
Dollar us	548,0500
Yen japonais	5,0315
Couronne danoise	88,0600
Couronne suédoise	62,0500
Livre sterling	743,4200
Couronne norvégienne	68,0200
Couronne thèque	25,7200
Forint hongrois	2,0900
Zloty polonais	154,1900
Franc suisse	548,9200
Dollar canadien	425,6700
Dollar australien	412,1600
Dollar néo-zélandais	384,3400
Rand sud-africain	43,4020
Yuan chinois	86,1800
Roupie Indienne	8,2000
Baht thaïlandais	17,2600
Real brésilien	154,5400
Dollar singapourien	410,9500
Nouvelle livre turque	128,7100

Exploiter la puissance du commerce pour lutter contre la pauvreté



Le Cadre intégré renforcé (CIR), initié par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) réunit partenaires et ressources en vue d'aider les pays les moins avancés (PMA) à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.

51 pays en bénéficient en Afrique, dont le Togo qui a reçu 2,4 millions de dollars sur 3 ans pour dynamiser la filière soja.

Cette tranche s'est achevée au 31 mars de cette année.

La ministre du Commerce, Bernadette Legzim-Balouki, a jugé les résultats encourageants.

Dressant le bilan mardi, elle a indiqué que l'appui apporté par le PNUD avait permis une augmentation de la production de soja de 24 à 36.000 tonnes. Le volume des exportations de soja graine est passé de 10 à 21.000 tonnes.

Sur la même période (2015-2017), le montant des exportations a atteint près de 2 milliards Fcfa et les recettes douanières générées représentent 21 millions de Fcfa, contre 4,2 millions avant l'intervention du

CIR.

14.000 producteurs de soja ont bénéficié d'une formation et certains ont bénéficié de facilités de financement.

Le PNUD estime qu'en 3 ans, le programme a joué un véritable rôle de catalyseur pour le développement.

Et le Togo devrait bénéficier de la seconde

phase sur une période triennale dont le montant n'a pas été précisé. De quoi atteindre, selon les estimations, 100.000 tonnes de soja par an.

Le CIR fournit un soutien adapté aux 51 pays les plus pauvres de la planète. Au cours de sa phase un, le CIR a fourni un soutien pour 134 projets, pour une dotation totale de 200,6 millions de dollars.

Ces projets ont aidé à créer des emplois qui permettent de faire sortir des groupes de population de la pauvreté, en particulier des femmes et des jeunes. L'approche unique du CIR garantit une appropriation totale par les PMA, et la majorité des projets du CIR sont cofinancés par les PMA eux-mêmes.

Republicoftogo

FAÏCHA Pressing

Lavage à Sec Express

Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)

2è virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO



Nos atouts :

- ❖ *Qualité des services*
- ❖ *Excellent rapport qualité/prix*
- ❖ *Collecte et livraison à domicile*



Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71

FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté

PLACE DES FETES AWIYA

- Bar

- **Chambres ventilées et climatisées pour votre confort et à la hauteur de vos désirs**

Votre cadre de référence à Lomé- Légbassito où la bonne humeur côtoie le sourire et la gaieté dans une ambiance verdoyante



Un cadre idéal pour vos rencontres, vos cérémonies de libération, de baptême, d'anniversaire...
Cadre reposant sur la route du camp FIR, derrière le S'minaire des Soeurs Cannossiennes.
Info line : (00228) 22 33 79 59 / 90 23 12 16 / 98 12 66 42 / 90 01 27 71

à AWIYA

Vous êtes accueillis comme des rois et servis comme des princes



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- AGOË,**
- BAGUIDA,**
- BOULEYARD CIRCULAIRE,**
- FOREYER,**
- ZONE PORTUAIRE,**
- ABLOGAMÉ,**
- KODJOYIAKOPÉ,**
- NYÉKONAKPOË,**
- RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.